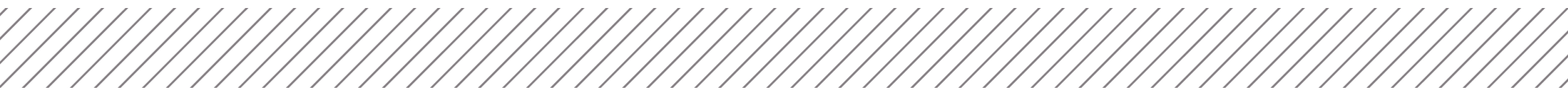


LES
inspirations

ÉCO AFRIQUE



CAHIER DE L'INTÉGRATION

Le Congo propose ses ZES aux investisseurs P.36

INTERVIEW

Youssouf Ouédraogo, conseiller spécial du président de la BAD P.38

OPÉRATEUR DE LA SEMAINE

Country Tech, Bientôt des filiales africaines P.38

MARCHÉ DE LA SEMAINE

Le Tchad cherche une piste de décollage P.40

ÉTUDE DE PERCEPTION

LE MAROC BIEN PERÇU EN AFRIQUE



BILLET

Oumar Baldé
o.balde@leseco.ma

Direction Brazzaville

Après des décennies d'instabilité politique et de stagnation économique, la République du Congo donne enfin l'impression de vouloir rattraper le temps perdu. Ce pays richement doté en ressources naturelles et paradoxalement membre du club des pays les moins avancés au monde, compte se diriger vers une nouvelle ère. Celle du développement, de la prospérité et de la diversification économique. Le pays a les moyens de ses ambitions. Exportateur de pétrole, de bois, de diamant, d'or, de minerai de fer (réserves estimées à plus de 10 milliards de tonnes), le Congo n'a pas besoin de tendre la main pour construire son avenir. D'ailleurs, c'est l'un des rares pays d'Afrique au taux d'endettement quasi nul. Avec l'expertise et la main-d'œuvre chinoise, Brazzaville se métamorphose. C'est dans ce contexte de relance que le gouvernement compte aménager des Zones économiques spéciales (ZES). Le programme est prometteur et les autorités ouvrent grandement les portes aux investisseurs. Pour le Maroc, l'occasion est à saisir. Les entreprises nationales disposent certainement d'une expertise à exporter au Congo. Cependant, la compétition s'annonce serrée dans ce pays où les Chinois commencent à bousculer les Français. Telles sont les règles du business. C'est au Maroc de se trouver sa propre voie afin de s'imposer dans la cour des grands. Il reste à savoir si le fameux concept de coopération Sud-Sud serait utile cette fois encore à nos opérateurs économiques. Mais avant d'en arriver là, il serait opportun de multiplier les missions d'affaires en direction de Brazzaville.

Nouvelle zone industrielle à Abidjan

Le gouvernement ivoirien compte activer la construction d'une quatrième zone industrielle à Abidjan. Ce projet intitulé : «Zone industrielle PK24» vise à satisfaire la demande de terrains industriels dans la capitale économique ivoirienne. Il se réalisera à travers la mise en concession, sous la forme de partenariats public-privé, de 940 ha par tranche de 200 ha. Après une décennie d'instabilité, la Côte d'Ivoire semble revenir en force sur le plan économique et suscite.

La CGEM en avant pour l'emploi en Afrique

La Confédération générale des entreprises marocaines (CGEM) prévoit d'organiser, les 16 et 17 février 2015 à Casablanca, la première conférence annuelle sur le pacte pour l'emploi en Afrique. L'engagement a été pris à Genève le 5 novembre, lors d'une séance d'information organisée conjointement par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et Business Africa ainsi que le Bureau international du travail (BIT). Ce sera l'occasion de «faire le point sur les avancées et d'évaluer la mise en œuvre du Pacte pour l'emploi».

Entente maroco-sénégalaise dans l'aquaculture

Le Maroc et le Sénégal ont signé un mémorandum d'entente pour le développement de l'aquaculture. Selon Majida Maârouf, directrice de l'Agence nationale pour le développement de l'aquaculture (ANDA), cet accord permettra surtout d'identifier des projets communs pour la promotion de l'aquaculture conformément aux orientations de la stratégie Halieutis lancée par le Maroc en 2009 et du programme national du développement de l'aquaculture



Enfin un pont sur le fleuve Gambie ?

C'est un véritable obstacle à la circulation des personnes, des biens et des services entre le Sénégal et la Gambie qui est en phase de sauter! En effet, la Banque africaine de développement (BAD) vient d'accorder un financement 65 millions de dollars pour la réalisation d'un pont sur le fleuve Gambie. Long de 942 mètres, celui-ci devrait être achevé dans 36 mois. Il est à rappeler que jusqu'à ce jour, la traversée du fleuve Gambie se fait par ferry, non sans de nombreuses tracasseries. La construction d'un pont a été pendant longtemps une revendication du Sénégal, dont le territoire est coupé en deux par la Gambie.

au Sénégal. L'accord a été signé mercredi dernier lors de la première réunion du comité de suivi de la coopération maroco-sénégalaise dans le secteur aquacole.

Plus de mesures incitatives pour les PME

Mettre en place des mesures incitatives au profit des petites et moyennes entreprises (PME) afin de soutenir la création d'emplois en Afrique. C'est l'une des recommandations de la première édition d'«Africa SME Champions Forum». Selon les participants, la croissance de l'Afrique est tributaire de la capacité du continent à développer son agriculture, le tissu entrepreneurial, manufacturier, ainsi que celui des services. À l'horizon

2030, l'Afrique devra créer environ 60 millions d'emplois supplémentaires afin de répondre aux besoins de ses populations.

Ebola, les aides arrivent !

Alors que le Fonds monétaire international étudie un probable allègement de 100 millions de dollars de dettes pour les pays touchés par l'épidémie d'Ebola, la Chine a pour sa part fait un don de matériels d'aide à la Côte d'Ivoire pour la prévention de la maladie. Pékin a également accordé 82 millions de dollars aux pays de l'Afrique de l'Ouest affectés par le virus. Par ailleurs, le Libéria a annoncé la levée de l'état d'urgence instauré en août pour lutter contre Ebola.

AGENDA

Forum de la sécurité sociale

Casablanca, 3-5 décembre

L'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) organise le Forum régional de la sécurité sociale pour l'Afrique. L'événement aura lieu à Casablanca du 3 au 5 décembre prochain. Organisé en partenariat avec la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), ce rendez-vous réunira près de 200 participants, dont des dirigeants et de hauts responsables des organisations membres de l'AISS en Afrique, ainsi que des acteurs politiques et des experts. Ce sera aussi l'occasion de la remise du prix AISS de bonnes pratiques.



RSO Maroc

Casablanca, 25 et 26 novembre

L'association RSO au Maroc, spécialisée dans le développement durable et la RSE au Maroc, organise, les 25 et 26 novembre 2014, la première édition des rencontres internationales de la RSO sous le thème : «Les politiques publiques du développement durable et la RSE en Afrique».



BILLET

Oumar Baldé
o.balde@leseco.ma

Direction Brazzaville

Après des décennies d'instabilité politique et de stagnation économique, la République du Congo donne enfin l'impression de vouloir rattraper le temps perdu. Ce pays richement doté en ressources naturelles et paradoxalement membre du club des pays les moins avancés au monde, compte se diriger vers une nouvelle ère. Celle du développement, de la prospérité et de la diversification économique. Le pays a les moyens de ses ambitions. Exportateur de pétrole, de bois, de diamant, d'or, de minerai de fer (réserves estimées à plus de 10 milliards de tonnes), le Congo n'a pas besoin de tendre la main pour construire son avenir. D'ailleurs, c'est l'un des rares pays d'Afrique au taux d'endettement quasi nul. Avec l'expertise et la main-d'œuvre chinoise, Brazzaville se métamorphose. C'est dans ce contexte de relance que le gouvernement compte aménager des Zones économiques spéciales (ZES). Le programme est prometteur et les autorités ouvrent grandement les portes aux investisseurs. Pour le Maroc, l'occasion est à saisir. Les entreprises nationales disposent certainement d'une expertise à exporter au Congo. Cependant, la compétition s'annonce serrée dans ce pays où les Chinois commencent à bousculer les Français. Telles sont les règles du business. C'est au Maroc de se trouver sa propre voie afin de s'imposer dans la cour des grands. Il reste à savoir si le fameux concept de coopération Sud-Sud serait utile cette fois encore à nos opérateurs économiques. Mais avant d'en arriver là, il serait opportun de multiplier les missions d'affaires en direction de Brazzaville.

Nouvelle zone industrielle à Abidjan

Le gouvernement ivoirien compte activer la construction d'une quatrième zone industrielle à Abidjan. Ce projet intitulé : «Zone industrielle PK24» vise à satisfaire la demande de terrains industriels dans la capitale économique ivoirienne. Il se réalisera à travers la mise en concession, sous la forme de partenariats public-privé, de 940 ha par tranche de 200 ha. Après une décennie d'instabilité, la Côte d'Ivoire semble revenir en force sur le plan économique et suscite.

La CGEM en avant pour l'emploi en Afrique

La Confédération générale des entreprises marocaines (CGEM) prévoit d'organiser, les 16 et 17 février 2015 à Casablanca, la première conférence annuelle sur le pacte pour l'emploi en Afrique. L'engagement a été pris à Genève le 5 novembre, lors d'une séance d'information organisée conjointement par l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et Business Africa ainsi que le Bureau international du travail (BIT). Ce sera l'occasion de «faire le point sur les avancées et d'évaluer la mise en œuvre du Pacte pour l'emploi».

Entente maroco-sénégalaise dans l'aquaculture

Le Maroc et le Sénégal ont signé un mémorandum d'entente pour le développement de l'aquaculture. Selon Majida Maârouf, directrice de l'Agence nationale pour le développement de l'aquaculture (ANDA), cet accord permettra surtout d'identifier des projets communs pour la promotion de l'aquaculture conformément aux orientations de la stratégie Halieutis lancée par le Maroc en 2009 et du programme national du développement de l'aquaculture



Enfin un pont sur le fleuve Gambie ?

C'est un véritable obstacle à la circulation des personnes, des biens et des services entre le Sénégal et la Gambie qui est en phase de sauter! En effet, la Banque africaine de développement (BAD) vient d'accorder un financement 65 millions de dollars pour la réalisation d'un pont sur le fleuve Gambie. Long de 942 mètres, celui-ci devrait être achevé dans 36 mois. Il est à rappeler que jusqu'à ce jour, la traversée du fleuve Gambie se fait par ferry, non sans de nombreuses tracasseries. La construction d'un pont a été pendant longtemps une revendication du Sénégal, dont le territoire est coupé en deux par la Gambie.

au Sénégal. L'accord a été signé mercredi dernier lors de la première réunion du comité de suivi de la coopération maroco-sénégalaise dans le secteur aquacole.

Plus de mesures incitatives pour les PME

Mettre en place des mesures incitatives au profit des petites et moyennes entreprises (PME) afin de soutenir la création d'emplois en Afrique. C'est l'une des recommandations de la première édition d'«Africa SME Champions Forum». Selon les participants, la croissance de l'Afrique est tributaire de la capacité du continent à développer son agriculture, le tissu entrepreneurial, manufacturier, ainsi que celui des services. À l'horizon

2030, l'Afrique devra créer environ 60 millions d'emplois supplémentaires afin de répondre aux besoins de ses populations.

Ebola, les aides arrivent !

Alors que le Fonds monétaire international étudie un probable allègement de 100 millions de dollars de dettes pour les pays touchés par l'épidémie d'Ebola, la Chine a pour sa part fait un don de matériels d'aide à la Côte d'Ivoire pour la prévention de la maladie. Pékin a également accordé 82 millions de dollars aux pays de l'Afrique de l'Ouest affectés par le virus. Par ailleurs, le Libéria a annoncé la levée de l'état d'urgence instauré en août pour lutter contre Ebola.

AGENDA

Forum de la sécurité sociale

Casablanca, 3-5 décembre

L'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) organise le Forum régional de la sécurité sociale pour l'Afrique. L'événement aura lieu à Casablanca du 3 au 5 décembre prochain. Organisé en partenariat avec la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), ce rendez-vous réunira près de 200 participants, dont des dirigeants et de hauts responsables des organisations membres de l'AISS en Afrique, ainsi que des acteurs politiques et des experts. Ce sera aussi l'occasion de la remise du prix AISS de bonnes pratiques.



RSO Maroc

Casablanca, 25 et 26 novembre

L'association RSO au Maroc, spécialisée dans le développement durable et la RSE au Maroc, organise, les 25 et 26 novembre 2014, la première édition des rencontres internationales de la RSO sous le thème : «Les politiques publiques du développement durable et la RSE en Afrique».



Étude de perception de l'AMMC

Le Maroc bien perçu en Afrique

● L'étude de l'Association marocaine du marketing et de la communication (AMMC) sur la perception du Maroc en Afrique indique que le royaume jouit d'une bonne image sur le continent, notamment dans les pays francophones. En Afrique anglophone par contre, les avis sont plutôt «neutres». Dans cette partie du continent, le Maroc n'est pas très connu.

«**L**e Maroc est globalement bien perçu en Afrique» ! C'est la principale conclusion de «L'Étude de perception sur l'image du Maroc en Afrique» commanditée par l'Association marocaine du marketing et de la communication (AMMC). Les résultats de l'enquête menée, en partenariat avec Viadeo, auprès

des dirigeants et cadres africains et au Maroc, ne sont pas encore publiés. Ils le seront vers fin novembre. Mais Les ÉCO vous en livre l'essentiel. À en croire Khalid Baddou, président de l'AMMC, «c'est en Afrique francophone que le Maroc jouit d'une meilleure perception». C'est notamment le cas en Afrique de l'Ouest, dans «les

pays avec lesquels le royaume entretient des relations historiques», rapporte Baddou, qui estime que c'est un constat tout à fait «logique». Idem chez nos voisins Maghrébins, où l'on note également une perception positive du Maroc selon l'étude. En revanche, dans les pays anglophones, «les perceptions sont plutôt neutres», note le président

●●●
Les détails de cette enquête pourront servir de tableau de bord aux décideurs et hommes d'affaires nationaux dans leur stratégie africaine.

de l'AMMC. «Là aussi, on peut dire que c'est un constat normal du fait que les gens connaissent peu le Maroc», commente-t-il.

Et les Marocains ?

Autre fait important à souligner, l'étude s'est également intéressée à la perception que les cadres et chefs d'entreprises marocains ont vis-à-vis de leur pays. «L'intérêt était de voir comment les points de vue se rejoignent», renseigne le président de l'AMMC. «Nous avons été surpris de voir que les Marocains sont plus critiques envers eux-mêmes, que les autres ne le sont à leur égard», indique Khalid Baddou. Par exemple, les hommes d'affaires subsahariens notent mieux le climat des affaires au Maroc que les patrons marocains. Cela peut probablement s'expliquer par une meilleure connaissance de la réalité interne par ces derniers.

Critères

À noter que les aspects étudiés sont : le cadre général (connaissance du pays), l'environnement économique (climat des affaires, infrastructure...), le tourisme et culture, ainsi que les ressources humaines et les produits et services (made in Morocco, artisanat...). En tout cas, les détails de cette enquête pourront servir de tableau de bord aux décideurs et hommes d'affaires nationaux dans leur stratégie africaine. C'est d'ailleurs l'un des objectifs de sa réalisation. «L'idée de base c'est de voir comment le Maroc est perçu dans le monde sur la base de critères scientifiques. Nous avons commencé par l'Afrique, vu que, ces derniers temps, on parle beaucoup du continent dans le royaume», précise-t-on à l'AMMC. ●

Attijariwafa bank

partenaire de votre dossier Afrique



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

Zones économiques spéciales

Au Congo, tapis rouge pour les investisseurs

● Dans sa logique de diversification économique, le Congo Brazzaville met en place une politique de Zones économiques spéciales (ZES) qui couvre la quasi totalité des secteurs de l'économie. Les entreprises marocaines sont invitées à se lancer dans la compétition pour s'y installer.



exportations congolaises». Ce gigantesque projet connaît actuellement ses derniers réglages avant son lancement.

Investissements

Globalement, à en croire les premiers schémas disponibles et dont Les ÉCO s'est procuré une copie, presque tous les secteurs phares de l'économie sont pris en compte. De l'agriculture aux infrastructures, en passant par l'agro-industrie, la production du bois et d'énergie, et par la logistique, les champions marocains peuvent déjà se mettre en phase d'approche. Conscientes du rôle des PME dans le tissu économique local et africain, les autorités congolaises disent leur réserver une place de choix. En tout, les investissements prévus pour l'aménagement de ces ZES se chiffrent à des milliards de dollars. Une fois la question du financement réglée, la compétition sera ouverte sur certains aspects relatifs à la construction des équipements de base. Mais plus que cela, le Congo vise à attirer les investisseurs capables de doter le pays d'une industrie de renommée. C'est une manière pour cet État pétrolier de réussir la diversification de son économie. ●

Bonne nouvelle pour les opérateurs marocains à la recherche d'opportunités en Afrique subsaharienne ! Le Congo Brazzaville offre une mine d'investissements à saisir. Ce pays d'Afrique centrale logé entre le Gabon et la République démocratique du Congo, s'apprête à concrétiser son programme de Zones économiques spéciales (ZES). Il s'agit de quatre nouvelles «régions de développement prioritaires» réparties sur l'ensemble du territoire, très riche en ressources naturelles. S'étendant sur 64.520 hectares, la ZES

de Ouessou couvre la région septentrionale, alors que celle d'Oyo Ollombo, la plus vaste, s'étire sur 760.318 hectares. Dans le sud-est et sur le littoral atlantique, seront érigées celles de Brazzaville (164.100 ha) et de Pointe Noire (3.150 ha). «La fonction première de ces ZES est de booster les investissements et d'assurer la transformation locale des matières premières en créant de la valeur ajoutée», édicte Alain Akouala Atipault, ministre congolais chargé des ZES. Pour le gouvernement, l'objectif consiste aussi à «créer des emplois tout en renforçant les

POINT
DE VUE



Alain Akouala Atipault
Ministre congolais chargé
des ZES

Le Congo et le Maroc ont la possibilité de renforcer leur partenariat en profitant des secteurs stratégiques à développer. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont en deçà du potentiel existant. Nous incitons les hommes d'affaires à tirer profit de la dynamique actuelle pour nouer des relations gagnant-gagnant. Le Congo est un pays aux potentialités économiques immenses. Le gouvernement congolais œuvre actuellement en faveur de la dynamisation de plusieurs secteurs prioritaires susceptibles d'impulser son développement économique. Je citerais, par exemple, le programme national de développement pour la période 2012-2016. Il s'agit de relever le défi de la transformation structurelle de notre économie à partir de 7 grandes activités : agriculture et agro-alimentaire, la forêt et l'industrie du bois, le pétrole et les hydrocarbures, les mines, le bâtiment et les matériaux de construction, le tourisme et enfin les services financiers. Le Congo articule également sa stratégie de diversification économique autour de la mise en place des Zones économiques spéciales (ZES). La fonction première de ces ZES est de booster les investissements et d'assurer la transformation locale des matières premières en créant de la valeur ajoutée, mais aussi créer des emplois tout en renforçant nos exportations. Il convient de préciser que cette stratégie de ZES est sous-tendue par la réalisation d'un vaste programme d'assainissement du climat des affaires dans notre pays. ●

La Chine montre l'exemple

La Chine a compris les opportunités de business qu'offrent les Zones économiques spéciales congolaises. En effet, deux grandes entreprises chinoises se sont déjà positionnées en signant deux mémorandums avec le gouvernement congolais. Ces mémorandums portent sur la recherche de financement, la prospection et la construction des infrastructures des ZES, par les entreprises chinoises. L'empire du milieu a donc pris une avance considérable sur ses concurrents au Congo. Pour autant, la porte n'est pas totalement fermée devant les potentiels candidats. D'autres pays sont également dans le viseur du gouvernement congolais. Il s'agit, notamment de la France, de la Russie, de la Corée du Sud, de Singapour et de l'Île Maurice. En septembre dernier à Brazzaville, lors d'une rencontre avec son homologue marocain du Commerce extérieur, Mohammed Abbou, le ministre congolais chargé des ZES avait d'ailleurs ouvertement invité le Maroc à se lancer dans la course.

ZOOM SUR LES QUATRE ZES

● En fonction de la situation géographique et de ses ressources naturelles, chaque zone est orientée vers des activités spécifiques. Mais avant de les mettre en service, le gouvernement congolais doit d'abord assurer le préalable : installer les équipements de base. Un travail qui nécessite des investissements consistants. Détails.

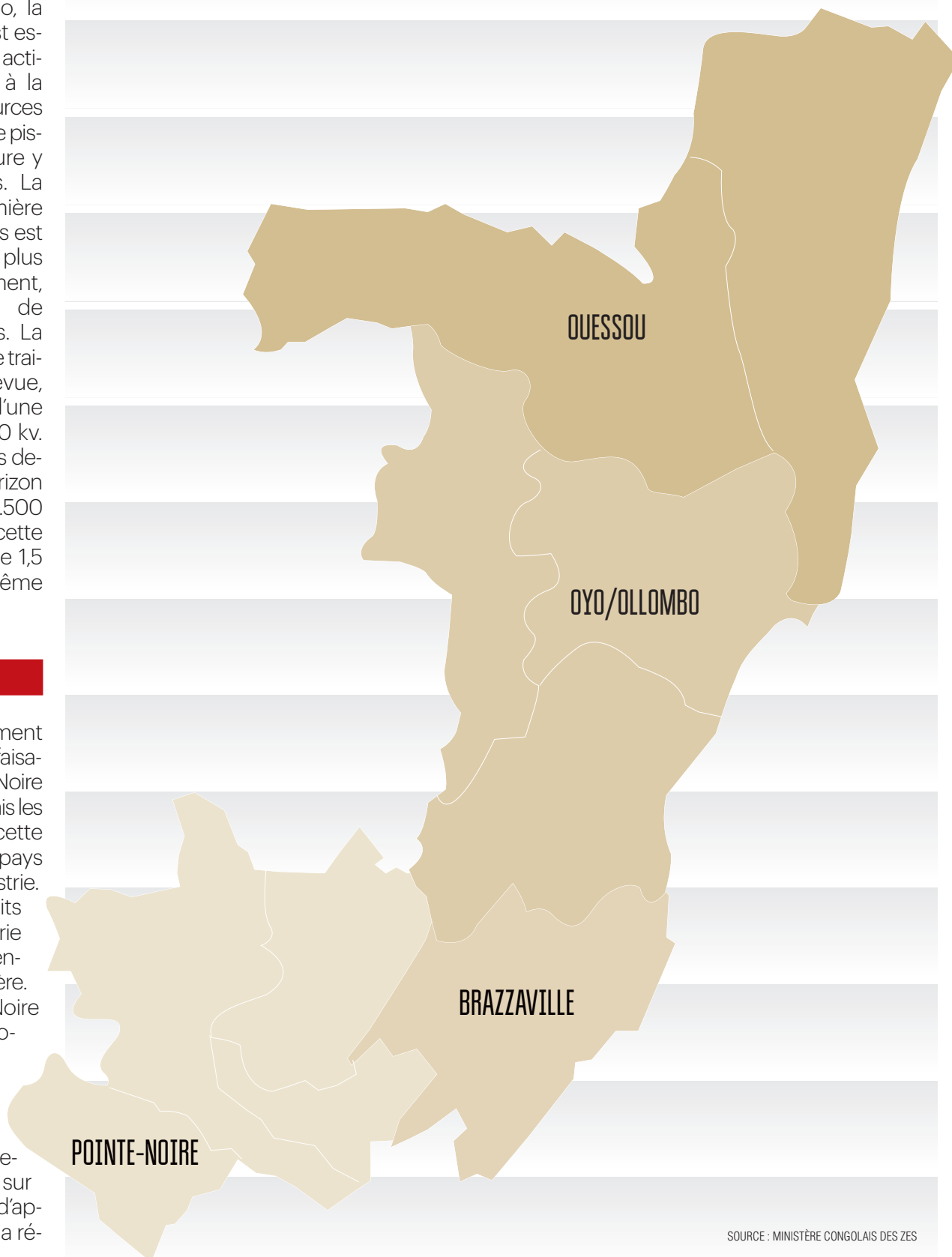
OYO/OLLOMBO

La ZES de Oyo/Ollombo, la plus vaste des quatre, est essentiellement dédiée aux activités agropastorales et à la transformation des ressources naturelles. Des espaces de pisciculture et de sylviculture y sont également prévus. La construction de la première phase des infrastructures est estimée à 234 MUSD. En plus des travaux de terrassement, d'assainissement et de construction des routes. La mise à niveau de l'usine de traitement d'eau y est prévue, ainsi que la réalisation d'une sous-station de 110 kv/20 kv. Quelque 120.000 emplois devraient y être créés à l'horizon 2023, soit en moyenne 6.500 par an. Quant au PIB de cette ZES, il serait de l'ordre de 1,5 milliard de dollars à la même période.

POINTE-NOIRE

Selon le gouvernement congolais, les études de faisabilité de la ZES de Pointe-Noire sont toujours en cours, mais les activités retenues pour cette région stratégique du pays tournent autour de l'industrie. On parle ainsi des produits pétroliers raffinés, l'industrie alimentaire, du papier ou encore du plastique et verrière. Il faut noter que Pointe-Noire constitue le poumon économique du Congo, en raison de sa façade maritime. La ville dispose d'un port et d'un aéroport. La ZES de Pointe-Noire devrait s'étendre sur 3.150 hectares et servira d'appoint au dynamisme de la région côtière congolaise.

RÉPARTITION DES ZES SUR LE TERRITOIRE CONGOLAIS



QUÉSSOU

Le développement de la ZES de Ouessou se fait sur trois phases. La première concerne la transformation industrielle du bois en sciage et contre-plaqué, et à termes de la production de meubles et les constructions immobilières. La deuxième phase est centrée sur la préparation, le développement des cultures de café, de cacao, et la création de l'agro-industrie. Enfin, la troisième phase consiste en la culture de la filière des palmeraies. À l'horizon 2020, le PIB de la région devrait s'établir à environ 350 MUSD, avant d'atteindre 700 MUSD dix ans plus tard. Dans l'immédiat, le gouvernement compte construire le siège de l'Agence de planification et ses services supports, pour un coût de 1,8 million d'euros.

BRAZZAVILLE

La ZES de la capitale politique du Congo se concrétisera sur deux phases. Il est d'abord prévu de mettre l'accent sur l'agro-industrie avant de privilégier les ressources énergétiques. Ainsi, on mentionne en premier lieu, la dynamisation de la filière des palmeraies et de l'huile de palme. Viendront ensuite les activités liées à la construction et à la logistique. Quant au volet des énergies, les renouvelables auront une part non négligeable dans la zone. Cela se fera via la production bioéthanol, du sucre de canne et biodiésel notamment. À l'horizon 2020, environ 21.000 emplois pourront y être créés. Côté investissement, le montant est estimé à 350 millions d'euros sur quatre ans.

EN PARTENARIAT AVEC



OPÉRATEUR DE LA SEMAINE

Country Tech

Bientôt des filiales africaines

● Country Tech, actif dans la distribution de matériel de sécurité électronique, cherche à ouvrir des filiales dans certains pays du continent. L'étude de marché est en cours afin d'évaluer le potentiel sur place.



Dès sa création en 2006, Country Tech a compris l'utilité de se lancer dans une aventure africaine. Cette société de distribution de matériels de sécurité électronique entend à la fois s'imposer au Maroc, mais également au Sud du Sahara. «*Nous sommes présents sur le marché africain depuis notre création. Nous avons des clients dans des pays comme le Gabon, le Burkina, la Côte d'Ivoire ou encore le Congo*», fait-on savoir auprès de cette PME basée à Casablanca. Dans l'ensemble de ces pays, Country Tech fournit des équipements pour les systèmes de vidéosurveillance, de contrôle d'accès et d'alarme anti-intrusion.

L'essor du marché africain pousse désormais l'entreprise à se lancer dans une seconde phase de développement. «*Nous sommes en train de faire une étude approfondie du marché africain à travers des partenariats pour évaluer la demande de chaque pays*», déclare le management de Country Tech. L'objectif ultime est de «*créer des filiales dans différents pays africains tel que le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Burkina Faso*».

Commandes

Mais en attendant, «*nous développons en parallèle notre catalogue de produits afin de mettre à la disposition de nos clients des*

solutions intégrales, adaptables à leurs besoins et qui sont à la pointe de la technologie», indique Sara Benabdersoul, la jeune ingénieure d'affaires de Country Tech. La société essaie ainsi de conforter cette dynamique en participant activement aux événements de promotion des produits marocains sur le continent. Elle a pris part à la dernière mission d'affaires «*Action Lumière*». «*Nous avons des feedback, des demandes, ainsi que des commandes satisfaisants*», rapporte Sara Benabdersoul, qui ajoute, en outre, que l'activité au Maroc se porte plutôt bien.

Qualité

«*Le marché marocain est porteur, il est en pleine croissance*», se félicite l'ingénieure d'affaires. L'activité est surtout portée par la demande accrue de la part des établissements bancaires, des hôpitaux, mais aussi dans l'industrie et la grande distribution. Country Tech, qui distribue des produits de la marque chinoise Dahua (neuvième mondial dans son secteur) ainsi que de Rosslare, dit accorder «*une grande importance*» à la sélection des constructeurs avec lesquels elle travaille. Cette politique de qualité est probablement l'un des secrets de la réussite de cette jeune PME, qui se réjouit d'être parmi les «*premiers distributeurs de matériel de sécurité au Maroc*». ●

BIO EXPRESS



Benabdersoul SARA
Ingénieure d'affaires
Country Tech

Jeune, brillante, discrète et efficace. À seulement 25 ans, Sara Benabdersoul se félicite d'être l'une des rares à représenter la gent féminine dans un univers «*exclusivement réservé aux hommes*». «*Ingénieur d'affaires*»: tel est le poste qu'elle occupe au sein de Country Tech, qui lui a accordé sa confiance dès l'obtention de son diplôme d'ingénieur d'État en génie électrique et télécommunication en 2013. Pour elle, c'est une manière de «*montrer que la femme peut investir n'importe quel domaine et être aussi compétente que l'homme*». En tout cas, sa carrière semble bien partie, puisqu'elle a déjà représenté sa société lors d'une mission d'envergure, à savoir «*Action Lumière*». «*Ce fut une première expérience très bénéfique pour moi*», confie-t-elle. Sara dit avoir apprécié le contact facile des opérateurs subsahariens, notamment dans les pays visités, c'est-à-dire le Burkina, le Gabon et le Congo. L'objectif est à présent de «*contribuer au développement de ces pays, tout en y favorisant l'expertise marocaine*», énonce-t-elle. Avant de commencer sa carrière au sein de Country Tech, la jeune étudiante avait réussi à passer des stages dans de grandes entreprises de la place comme l'ONCF ou encore Marsa Maroc. C'est donc forcément avec beaucoup de fierté qu'elle évoque aujourd'hui son cursus académique: «*j'ai passé une carrière estudiantine très brillante dont je suis très fière et satisfaite*». Quoi de plus normal pour une «*bosseuse*» qui a été major de sa classe ! ●

Le plus de Maroc Export

Country Tech accorde une «*grande importance*» aux missions B To B organisées par Maroc Export et la Fédération nationale de l'électricité et de l'électronique (FENELEC). La dernière en date, «*Action Lumière*», organisée au Burkina, au Gabon et au Congo a été l'occasion de conforter le portefeuille clients de la PME. «*Nous tenons à remercier Maroc Export et la FENELEC pour l'opportunité qu'ils nous offrent dans le cadre du développement stratégique des partenariats gagnant-gagnant en Afrique*», déclare-t-on à Country Tech. Ces campagnes permettent de «*promouvoir les exportations*» marocaines vers le continent. Maroc Export accompagne les entreprises pour développer de l'assistance technique afin d'augmenter leurs chances de mieux répondre aux appels d'offres. La participation aux différents forums internationaux d'échanges d'expertises permettent aux entreprises nationales de nouer des liens pour se voir confier des projets d'envergure.

ZONE : AFRIQUE DU NORD**Tunisie**

N ordre : 855021651
 Ville : tunis
 Organisme : MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE HOPITAL ABDERRAHMEN MAMI
 Objet : APPROVISIONNEMENT EN PRODUITS ALIMENTS-TAIRES:LOT 2
 Caution : 1200
 Date limite : 30/11/2014
 Adresse : 2080 - Ariana - ARIANA
 Montant de retrait : 50 dt
 Devise :dinar tunisien
 Bailleur de fond :

Algérie

N ordre : 960006458
 Ville :alger
 Organisme : MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
 Objet : ACQUISITION DE 247 AMBULANCES TOUT TERRAIN
 Date limite : 28/11/2014
 Adresse : Direction des services financiers bureau d'administration BP 184 Alger-Gare Alger
 Montant de retrait : 5000 DA

Égypte

N ordre : 920010312
 Ville :caire
 Organisme : ARAB COMPANY FOR ONE OF THE COMPANIES SWEETENERS NAEEM HOLDING
 Objet : PUBLIC TENDER PROCESS TO SUPPLY AND SUPERVISE THE INSTALLATION AND OPERATION OF THE PLANT 1500 TONS
 Caution : 1000000
 Date limite : 27/11/2014
 Adresse : Building 16 b Smart Village Km 28 Cairo Alexandria Desert Egypt
 Montant de retrait 30000 LE
 Devise :liver égyptienne

ZONE CEDEAO**Benin**

N ordre : 911127488
 Ville :bohicon

Organisme : MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
 Objet : LA FOURNITURE ET INSTALLATION DE DIVERS MATÉRIELS INFORMATIQUES ET ÉLECTRIQUES POUR LA SÉCURISATION DU CENTRE DE STOCKAGES SECOURS DE BOHICON
 LOT 3 : FOURNITURE ET INSTALLATION DE MATÉRIELS ET DE LOGICIELS POUR LE RENFORCEMENT DU RÉSEAU DE STOCKAGE DE LA DGDDI
 Caution : 3400000
 Date limite : 27/11/2014
 Adresse : Secrétariat de la Personne Responsable des Marchés Publics sis au premier étage, bureau 103 du Bloc Technique du Ministère de l'Economie et des Finances BP : 943 Cotonou
 Montant de retrait : 400000 CF
 Devise :franc CFA BCEAO

COTE D'IVOIRE

N ordre : 855024443
 Ville :abidjan
 Organisme : MAIRIE D'ADJAMÉ
 Objet : TRAVAUX D'INSTALLATION D'UNE UNITÉ MODERNE DE FUMAGE DE POISSON DANS LA COMMUNE D'ADJAMÉ: LOT 1
 Caution : 850 000
 Date limite : 02/12/2014
 Adresse : Mairie d'Adjamé Direction Financière 03 B.P. 238 Abidjan 03
 Montant de retrait : 50 000 cf
 Devise :Franc CFA BCEAO

GAMBIE

N ordre : 911125783
 Ville :Jambajeli
 Organisme : THE MINISTRY OF TRANSPORT, WORKS AND INFRASTRUCTURE
 Objet : CONSTRUCTION OF THE SUKUTA TO JAMBAN-JELLY ROAD PROJECT
 Date limite : 27/11/2014
 Adresse : Director General GAMWORKS Kanifing Institutional Layout Serrekunda, The Gambia
 Montant de retrait : 8000 GMD
 Bailleur de fond :Islamic Development Bank(idb)

ZONE UEMOA**Mali**

N ordre : 960009545
 Ville :badalabougou
 Organisme : COOPERATION ALLEMANDE AU DEVELOPPEMENT AU MALI
 Objet : FOURNITURE DE MATÉRIELS INFORMATIQUE
 Caution :
 Date limite : 28/11/2014
 Adresse : Secrétariat du bureau de la GIZ Mali, Badalabougou-Est Rue 22, Porte 202

Niger

N ordre : 940013369
 Ville :Zinder
 Organisme : MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVÉ
 Objet : LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX (2) MARCHÉS À BÉTAIL DE COLLECTE À KAZOÉ (RÉGION DE ZINDER) ET WANKAMA (RÉGION DE TILLABÉRI): LOT 2:CONSTRUCTION D'UN MARCHÉ À BÉTAIL DE COLLECTE À WANKAMA RÉGION DE TILLABÉRI (COMMUNE DE DAN TCHANDOU)
 Date limite : 28/11/2014
 Adresse : la Direction de la planification et des investissements (DPI) de la SPEN
 Montant de retrait : 200000cfa
 Devise :Franc CFA BCEAO

Sinegal

N ordre : 900013166
 Ville :Fatick
 Organisme : COMMUNE DE DIARRERE
 Objet : CONSTRUCTION SALLES DE CLASSE
 Date limite : 28/11/2014
 Adresse : Commune de Diarrere

ZONE COMESA**Kenya**

N ordre : 940013172
 Ville :gatundu
 Organisme : MUHOHO HIGH SCHOOL
 Objet : SUPPLY OF DETERGENTS & DISINFECTANTS.

Date limite : 27/11/2014
 Adresse : The Chairman ,Tender Committee, Muhoho High School,P.O Box 278 - 01030,GATUNDU.

Libye

N ordre : 911127773
 Ville :benghazi
 Organisme : ARABIAN GULF OIL
 Objet : PROVISION OF WELLS WITH ELECTRIC POWER FIELD FOUNTAIN
 Date limite : 30/11/2014
 Adresse : Arabian Gulf Oil-Main Tender Committee Office No. (4) of the new building, the company's headquarters Balkic -bnghaza - Libya PO Box: 263. Benghazi, Libya

Djibouti

N ordre : 960007268
 Ville :djibouti
 Organisme : ALLIANCE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (AMCC)
 Objet : PROTECTION D'UNE ZONE DE PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ ET DE CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT MODÈLE À CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE RÉDUITE: LOT 3: TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT BIO-CLIMATIQUE À DOUDA
 Date limite : 15/12/2015
 Adresse : Délégation de l'Union Européenne à Djibouti Quartier du Héron, BP 2477 DJIBOUTI

ZONE CEN-SAD**Guinee bissau**

N ordre : 911127426
 Ville :bissau
 Organisme : STATE SECRETARY OF TRANSPORT AND COMMUNICATIONS
 Objet : EXPRESSION OF INTEREST FOR THE CREATION OF NATIONAL AIRLINE COMPANY IN GUINEA-BISSAU
 Date limite : 26/11/2014
 Adresse : State Secretary of Transport and Communications Avenida 3 de Agosto - Bissau / Guinée-Bissau

Soudan

N ordre : 900012576
 Ville :khartoum
 Organisme : UNITED NATIONS SECRETARIAT
 Objet : CONSTRUCTION OF ABLUTION UNITS IN DIF-FRENT CAMPS/LOCATIONS IN ABYEI AREA
 Date limite : 28/11/2014
 Adresse : Mr. Bard Stamnes Chief Procurement Officer

GAMBIE

N ordre : 911125783
 Ville :jambajeli
 Organisme : THE MINISTRY OF TRANSPORT, WORKS AND INFRASTRUCTURE
 Objet : CONSTRUCTION OF THE SUKUTA TO JAMBAN-JELLY ROAD PROJECT
 Date limite : 27/11/2014
 Adresse : Director General GAMWORKS Kanifing Institutional Layout Serrekunda, The Gambia
 Montant de retrait : 8000 GMD
 Bailleur de fond :Islamic development Bank (idb)

ZONE SADC**Botswana**

N ordre : 911128227
 Ville :ghanzi
 Organisme : CHARLES HILL SUB-DISTRICT COUNCIL
 Objet : CONSTRUCTION OF TEN 2.5 DESTITUTE HOUSES
 Date limite : 28/11/2014
 Adresse : Charles hill Sub-district

Mozambique

N ordre : 900012825
 Ville :maputo
 Organisme : ELECTRICIDADE DE MO AMBIQUE (EDM)
 Objet : CONSULTING SERVICES FOR PREPARATION AND IMPLEMENTATION SUPERVISION
 Date limite : 27/11/2014
 Adresse : ELECTRICIDADE DE MO AMBIQUE (EDM)

Afrique du sud

N ordre : 855024312
 Ville :pretoria
 Organisme : DEPARTMENT OF HEALTH: FORT NAPIER HOSPI-

TAL
 Objet : SUPPLY & FIT WALL MOUNTED PLASTIC HAND PAPER TOWEL HOLDERS.
 Date limite : 27/11/2014
 Adresse : Fort Napier, 1 Devons-hire Road, Pietermaritzburg, Procurement Sectio
 Montant de retrait : 30 000,r

ZONE CEMAC**Congo**

N ordre : 900012712
 Ville :katanga
 Organisme : MINISTRY OF JUSTICE AND HUMAN RIGHTS
 Objet : CONSTRUCTION OF THE PEACE COURT
 Date limite : 27/11/2014
 Adresse : Central Bureau of Coordination (BCECO)

Cameroun

N ordre : 911128270
 Ville :nyong et mfoumou
 Organisme : MINMAP/NYONG ET MFOUMOU
 Objet : LA FOURNITURE DU MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE ET SCOLAIRE DANS LA COMMUNE D'AKONOLINGA
 Caution :
 Date limite : 27/11/2014
 Adresse : la Délégation Départementale des Marchés Publics du Nyong et Mfoumou (Service de la Passation des Marchés) sis à Akonolinga - quartier Ekam
 Montant de retrait : 20000 CF

Tchad

N ordre : 920013471
 Ville :ndjamena
 Organisme : PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD)
 Objet : APPEL D'OFFRE POUR ACHAT MATERIELS, CONSOMMABLES ET EQUIPEMENTS CE DOSSIER D'APPEL D'OFFRE COMPREND QUATRE (04 SOUS DOSSIERS SUIVANTS:SG/RFQ/2014/027 -LOT N° 2 : CARBURANT ET LUBRIFIANT
 Date limite : 28/11/2014
 Adresse : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) Farcha, villas ex-MINURCAT
 Villa blanche Rondpoint de la Francophonie

Le Tchad cherche une piste de décollage

● La croissance de l'économie tchadienne est à l'image de la stabilité politique du pays : en dents de scie. Pour 2014, le PIB devrait bondir de 10,5% après un très décevant 3,9% l'année dernière. Le pétrole et l'agriculture constituent le moteur de l'économie.

Le Tchad, un pays où presque tout est à construire. Cet État de l'Afrique centrale est l'un des moins avancés au monde, aussi bien en termes d'indice de développement humain que de climat des affaires. En témoigne son classement en queue de peloton dans la récente édition du Doing Business 2015. Malgré quelques pas en avant, le Tchad ne se pointe qu'à la 185^e position sur un total de 189 pays. Cela en dit long sur son environnement des affaires, que les cabinets d'études économiques jugent «*défavorable à l'éclosion du secteur privé*». Avouons-le, ce pays désertique marqué par de fréquents troubles politiques (tentatives de coup d'État, insurrection, rébellion), semble faire peur aux investisseurs.

Gouvernance

À cela, il faut ajouter la dépendance de son agriculture aux aléas du climat, sans parler de son enclavement. En effet, ce pays continental n'a pas accès à la mer... et son environnement est marqué par l'instabilité, notamment en Centrafrique (sud), en Libye (nord), au Nigéria (ouest), en plus des conflits armés dans les deux Soudan. En outre, son développement économique reste handicapé par de nombreuses contraintes : fai-



PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2011	2012	2013	2014 (P)
Croissance PIB (%)	0,1	8,9	3,9	10,5
Inflation (moyenne annuelle)	1,9	7,7	2,6	3,9
Solde budgétaire* / PIB (%)	0,8	-2,1	-4,1	-2,2
Solde courant / PIB (%)	-0,8	-1,4	-5,4	-2,3
Dette publique / PIB (%)	31,3	27,8	28,1	26,2

SOURCE : COFACE

blesse de la taille du marché local, crédits encore peu disponibles, manque de main-d'œuvre qualifiée et d'infrastructures, ainsi que des capacités administratives jugées insuffisantes, qui s'ajoutent aux «*graves problèmes de gouvernance*». Cependant, conscientes des attentes croissantes de la population, les autorités devraient se lancer sur la voie du développement avec de nombreux projets à concrétiser dans l'avenir. Pour y arriver, elles peuvent compter sur la manne du pétrole.

Secteurs clés

Depuis le début de l'exploitation de l'or noir durant la dernière décennie, le pays commence relativement à se soustraire de l'emprise étouffante des institutions financières internationales. D'ailleurs, on estime que le PIB pétrolier (20% du total) devrait connaître un pic de croissance en 2014 et 2015 grâce au démarrage de nouveaux projets par les compagnies pétrolières chinoise CNPC et canadienne Grifiths. Ainsi, la production de l'or noir pourrait être portée de 105.700 ba-

FICHE PAYS TCHAD

Taille

11 millions d'habitants

Monnaie

FCFA

PIB

13,589 milliards de dollars

Croissance PIB

3,9 (2013), 10,5 (prev. 2014)

Région économique :

CEMAC

Doing Business 2015 :

85°/189

rils/jours en 2013 à respectivement 148.500 puis 186.600 b/j. Les retombées de la production pétrolière peuvent servir de leviers de développement à d'autres secteurs, notamment le BTP, grâce aux dépenses en infrastructures. D'autre part, l'économie pourrait compter sur le secteur agricole lors des saisons pluvieuses favorables. Ce secteur (y compris le bétail et la sylviculture), qui représente 23% du PIB et dont la production a retrouvé son niveau tendanciel en 2013, suite à une récolte exceptionnelle l'année précédente, devrait afficher une croissance positive. La progression attendue dans le secteur tertiaire devrait demeurer stable, tirée par le commerce, les télécommunications et l'activité bancaire. Enfin, concernant les finances publiques, elles reposent, comme souligné plus haut, sur les entrées du pétrole (74% des recettes budgétaires et près de 90% des exportations de marchandises). Les comptes publics ont eu récemment tendance à s'améliorer du fait de la réduction progressive des dépenses liées à la sécurité. ●

Risque pays



UNE STABILITÉ RELATIVE DANS UN ENVIRONNEMENT RÉGIONAL VOLATIL

Depuis la fin de la guerre civile au début de 2010, le pays est entré dans une période de stabilité politique relative. Le président Idriss Déby, réélu en avril 2011, lors d'un scrutin boycotté par les principaux candidats de l'opposition, dispose d'une large majorité à l'Assemblée nationale et tient fermement les rênes du pouvoir. Cette stabilité retrouvée reste néanmoins fragile en raison des tensions religieuses et sociales. De plus, une tentative de coup d'État aurait été déjouée en mai 2013 par les autorités. En outre, si les relations avec le Soudan se sont améliorées depuis la signature de l'accord de paix avec ce pays en janvier 2010, privant du même coup la rébellion tchadienne de ses bases arrière, la situation sécuritaire régionale s'est détériorée. Le Tchad a d'ailleurs accru son influence dans ce contexte, participant activement aux efforts entrepris pour rétablir l'ordre au Mali et en République centrafricaine et contrecarrer les menaces émanant du sud de la Libye.



YOUSOUF OUÉDRAOGO

Conseiller spécial du président de la BAD,
ex-premier ministre du Burkina Faso

MEDays 2014

«Il faut passer à l'économie de la transformation inclusive»

● En marge de sa participation au forum MEDays 2014, Youssouf Ouédraogo, conseiller spécial du président de la BAD et ancien premier ministre du Burkina-Faso revient à travers cette interview sur l'évolution économique du continent et sur les leviers d'accélération de la croissance inclusive.

Les ÉCO : Comment jugez-vous l'évolution des économies africaines ces dernières années ?

Youssouf Ouédraogo : Tout d'abord, ce qu'il faut mettre en évidence, c'est que ces améliorations sont le résultat d'un travail acharné forcé à reconnaître. Depuis plus de 10 ans, beaucoup de pays ont traversé les conflits et ont performé en enregistrant un taux de croissance notable. À l'échelle du continent, nous sommes à une croissance de 6% et nous prévoyons une amélioration cette année. C'est dire que l'Afrique tire profit d'un travail de longue haleine. Étant donné qu'il ne faut pas oublier que le continent est passé par des périodes moroses, notamment dans les années quatre-vingts dix. Je rappelle que ce sont des années de resserrement budgétaire, d'effort

d'analyse macroéconomique et de recadrage économique. Cela étant, en 2008 face à la crise économique de 2008, nombreux sont les observateurs qui ont voulu dire que l'Afrique n'était pas présente dans l'économie mondiale. C'est injuste car l'Afrique demeure résiliente grâce à ces mesures-là.

Ces performances ont-elles aidé à améliorer l'image de l'Afrique ?

Sans aucun doute. Ces efforts ont permis de battre en brèche toutes les idées néfastes issues de ce qu'on a communément appelé «l'afro-pessimisme». Aujourd'hui, nous avons réussi à dépasser cet «afro-pessimisme». Les Africains ont le droit d'être fiers de la situation économique du continent, mais ils doivent être suffisamment réalistes pour s'apercevoir que

l'Afrique ne vit pas dans un vase clos. L'Afrique vit dans un monde qui est en pleine turbulence. Par conséquent, il faut être vigilant face aux chocs extérieurs. Par exemple, lorsqu'il y a une baisse du PIB au niveau mondial, on trouve systématiquement une baisse au niveau local, qui peut parfois se répercuter doublement. D'où la nécessité d'être présent sur le marché international et d'être capable de mieux commercer les produits africains.

Comment appuyer cette croissance économique à l'international, alors qu'elle est restée très dépendante du commerce des matières premières ?

À la Banque africaine de développement (BAD), le continent a défini un agenda à long terme. L'objectif est que l'Afrique soit un continent

mieux intégré en lui-même, mais aussi un continent qui est mieux présent en termes de qualité et de valeur ajoutée dans l'économie mondiale. Cela passe essentiellement par un passage d'une économie de croissance à une économie de transformation inclusive. C'est à dire qu'aujourd'hui la croissance est alimentée essentiellement par le commerce de quelques produits issus de matières premières comme le pétrole, l'uranium, le diamant, l'or, etc. Or, demain, il va falloir indispensablement qu'il y ait une croissance assise sur une base beaucoup plus élargie, qui tienne compte de la transformation de la matière première. C'est à partir de ce moment qu'on pourra dire que c'est une croissance de qualité qui crée de l'emploi et beaucoup plus élargie. Je suis convaincu que tout le monde en Afrique est conscient qu'il est temps de changer la donne. Cela implique beaucoup de secteurs et pas forcément dans la haute industrie. Il suffit de regarder certains pays émergents, ils ont commencé avec les TPE, des PME ou encore de l'artisanat. Petit à petit leurs produits sont en train de conquérir les autres régions du monde.

Où on êtes-vous par rapport au fonds Africa 50 ?

Le fonds Africa 50 pour construire l'Afrique de demain est un concept mis en place par la BAD dans le souci de répondre à un problème particulier du continent, celui du manque d'infrastructures. Malgré qu'il ait beaucoup d'actions qui ont été accomplies, à l'image des corridors routiers permettant une circulation facile d'un pays à un autre, la banque a pensé que ce n'était pas assez et qu'il avait encore un manque à signaler. Cela étant, l'ambition est de taille : aider le continent à combler un déficit évalué annuellement à 100 milliards de dollars. Il faut préciser que nous travaillons à ce que l'argent vienne de l'Afrique d'abord. Comme vous le savez, le fonds est créé depuis quelques mois et siège à Casablanca Finance City.